



©FRANCK VOGEL

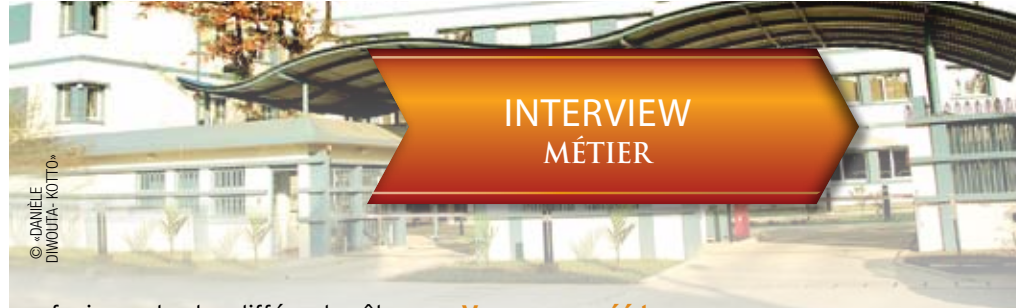
DANIÈLE DIWOUTA- KOTTO

CAMEROUN

Formée à l'Ecole d'architecture de Nantes, de Montpellier et de Paris-Villemin, cette « architecte au long cours », comme elle se définit elle-même, a monté son agence, qui emploie aujourd'hui sept personnes. Elle est l'auteur du livre l'ouvrage *Suites architecturales Kinshasa-Douala-Dakar*, qui relate son regard sur l'évolution de centres historiques de ces villes.

Vous avez ouvert votre agence au Cameroun en 1989. Comment était perçu le métier à l'époque et cela a-t-il changé ?

Actuellement, nous sommes environ trois cents à exercer dans les domaines public et privé. La typologie des projets architecturaux évolue avec l'économie. Banques, assurances, hôtels, industries, stations d'essence... Les commandes des grands projets publics de la période postcoloniale, pour lesquelles l'architecte était indispensable, existent toujours mais y accéder relève d'une gymnastique et d'une patience usantes. L'architecte apporte un plus que peu de personnes ou d'institutions reconnaissent. Ici, il est encore perçu comme un « doux rêveur » et non comme un professionnel essentiel au bâti, aux plans créatif, technique et financier. L'architecte a perdu son auréole prestigieuse d'antan, mais c'est normal. Les villes sont congestionnées et le citoyen ne comprend pas ou plus son rôle. D'autant plus qu'il règne une



© «DANIÈLE DIWOUTA-KOTTO»

INTERVIEW MÉTIER

confusion entre les différents rôles constituant logiquement la chaîne du bâti : designer, architecte, urbaniste, ingénieur, entrepreneur, technicien. Le Cameroun étant très actif, chacun se proclame architecte. Les « vrais » architectes se cantonnent à de l'architecture « objet » et n'impactent pas réellement le paysage urbain. La masse bâtie à tort et à travers est ce qui est le plus visible, ce qui donne cette atmosphère « chahutée » à nos villes.

Quelle est votre vision de l'architecture et votre « style » ?

J'ai eu à aborder des domaines très diversifiés, du design mobilier à l'usine en zone portuaire. Cette variété de projets pousse à se documenter en permanence. L'architecture est une réponse créative à donner à différentes contraintes, chaque fois renouvelées. Je pense que la constante de mon style est une créativité contemporaine, adaptée à un environnement socioculturel. Il s'agit de faire un mix entre les matériaux industriels que nous produisons, très basiques, ceux importés trouvés sur le marché local, pas forcément de bonne qualité, et ceux, plus artisanaux, souvent détournés de leurs fins premières. Ma vision est celle d'une architecture plus intégrée à un environnement urbain qui s'est densifié, afin de créer un dialogue entre les immeubles bâtis et qu'il en naisse une continuité qui nous fait défaut. Trouver ce fil conducteur serait indispensable pour donner plus de cohérence visuelle à nos villes. Et, par déduction, une expression plus harmonieuse de notre identité, nous les Africains citadins, écartelés entre ce qu'on est, ce qu'on croit être et ce qu'on voudrait être. >

Vous avez créé le programme « Douala Hors les Murs », un parcours urbain organisé en partenariat avec l'Institut français. Pourquoi ?

« Douala Hors les Murs » a pour objectif de sortir du centre-ville de Douala. Découvrir ou redécouvrir, à pied, des quartiers auxquels les usagers de la ville accèdent de moins en moins, par désintérêt ou manque de temps. La première édition, en octobre dernier, s'est faite à travers le quartier historique de Deïdo. C'était un parcours urbain ponctué de rencontres avec des habitants actifs et de découvertes de lieux. Nous étions une trentaine.

Quels sont les défis architecturaux de la ville africaine d'aujourd'hui et de demain ?

Il faut recréer le lien distendu entre l'architecture et l'urbanisme : les bâtiments devraient suivre l'urbanisme et non l'inverse. Mettre en valeur un urbanisme de détail, aller au-delà des échangeurs, des voies rapides, des caniveaux. L'urbanisme, c'est aussi apprivoiser la ville et la rendre accessible à tous. Aplanir les contrastes sociaux, car toutes nos grandes villes africaines ont cette arrière-cour persistante de déshérités vivant sans eau ni électricité. Régénérer et non nier les centres historiques, afin d'en tirer des leçons pour la création incontournable de villes nouvelles. Régler les problèmes de transport en commun et, enfin, communiquer et intégrer un débat participatif sur les grands projets publics entre les futurs usagers et les professionnels du bâti. >



© «DANIÈLE DIWOUTA-KOTTO»